

# ACTION URGENTE

## SOUDAN DU SUD. UN MILITANT DÉTENU ARBITRAIREMENT

**Bashir Ahmed Mohamed Babiker, un membre de la société civile sud-soudanaise, a été arrêté par le Service national de la sûreté (NSS) à Yambio le 8 août. Il se trouve au centre de détention du NSS à Yambio. Aucune charge n'a été retenue contre lui et il est privé d'avocat.**

**Bashir Ahmed Mohamed Babiker**, un défenseur sud-soudanais des droits humains, a été arrêté par des agents du NSS à Yambio (Équatoria occidentale) le 8 août à midi. Ce père de deux enfants a été emmené dans un centre de détention du NSS à Yambio, où il se trouve actuellement. Il n'a pas été informé des raisons de son arrestation ni déféré à un tribunal. Il a été autorisé à recevoir des visites de sa famille mais il est privé d'avocat.

Son état de santé s'est dégradé depuis qu'il est détenu. Sa famille a été informée qu'il avait pu consulter un médecin à l'hôpital militaire de Yambio mais elle demeure préoccupée par son état de santé.

### DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en arabe ou dans votre propre langue :

- appelez les autorités sud-soudanaises à libérer immédiatement Bashir Ahmed Mohamed Babiker ou à l'inculper d'une infraction dûment reconnue par la loi ;
- exhortez-les à faire en sorte que cet homme ne soit pas victime de torture ni d'autres formes de mauvais traitements en détention ;
- priez-les instamment de veiller à ce qu'il puisse avoir des contacts réguliers avec sa famille, recevoir tous les soins médicaux dont il pourrait avoir besoin auprès d'un praticien qualifié et consulter l'avocat de son choix.

### ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 8 OCTOBRE 2018 À :

Président de la République du Soudan du Sud

Sud

Salva Kiir Mayardit

Twitter : @RepSouthSudan

Formule d'appel : *Your Excellency, /*

Monsieur le Président,

Ministre du Service de sécurité nationale  
auprès du président de la République

Obuto Mamur Mete

Formule d'appel : *Your Excellency, /*

Monsieur le Ministre,

Il n'existe pas de services postaux au Soudan du Sud. Veuillez adresser vos appels à ces autorités par l'intermédiaire des représentants diplomatiques du Soudan du Sud dans votre pays (Voir la liste plus bas). S'il n'y a pas d'ambassade sud-soudanaise dans votre pays, adressez votre courrier à la mission permanente du Soudan du Sud aux Nations unies : Permanent Mission of the Republic of South Sudan to the United Nations, 336 East 45th Street, 5th Floor, New York, NY 10017, États-Unis.

Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax number Email address Salutation.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY  
INTERNATIONAL**



# ACTION URGENTE

## SOUDAN DU SUD. UN MILITANT DÉTENU ARBITRAIREMENT

### COMPLÉMENT D'INFORMATION

Depuis le début du conflit armé interne au Soudan du Sud en décembre 2013, des centaines de personnes, pour la plupart des hommes, sont détenues sous l'autorité du Service national de la sûreté (NSS) et de la Direction du renseignement militaire dans divers centres de détention à travers la capitale, Djouba. Nombre d'entre elles sont incarcérées dans la catégorie « prisonniers politiques » car elles sont accusées d'avoir communiqué avec l'opposition ou de l'avoir soutenue.

Amnesty International a recueilli des informations sur de nombreux cas de détention arbitraire par le NSS dans divers centres, où les détenus sont souvent victimes d'actes de torture ou d'autres mauvais traitements – certains sont détenus au secret sans pouvoir consulter un avocat ni communiquer avec leurs proches. D'autres ont été victimes de disparition forcée. Dans les centres de détention du NSS, les détenus consomment souvent des aliments peu variés (*haricots et ugali*) et la plupart d'entre eux dorment par terre. Certains sont roués de coups, en particulier pendant les interrogatoires ou à titre punitif. En raison des mauvaises conditions de vie dans les prisons, ainsi que d'un accès insatisfaisant aux soins médicaux, la santé des détenus se détériore bien souvent.

Détention prolongée et arbitraire, disparitions forcées et torture et autres mauvais traitements sont fréquemment employés par les autorités au Soudan du Sud depuis que le conflit a éclaté en décembre 2013. Toutefois, il semble que ceux qui sont perçus comme affiliés à l'opposition soient de plus en plus ciblés depuis les affrontements entre les forces du gouvernement et de l'opposition à Djouba en juillet 2016, dans le cadre de la campagne anti-insurrectionnelle de plus en plus virulente menée par le gouvernement contre ses opposants réels ou présumés.

Au Soudan du Sud, l'environnement politique tolère de moins en moins la critique des actions et des politiques du gouvernement, ce qui se traduit par l'intimidation, le harcèlement et la détention de militants de la société civile, de défenseurs des droits humains et de journalistes indépendants. Cela a engendré un climat d'autocensure parmi les médias et les défenseurs des droits humains où, du fait d'une surveillance d'État omniprésente, les gens ne se sentent plus assez en sécurité pour parler librement et ouvertement du conflit qui déchire le pays.

Nom : Bashir Ahmed Mohamed Babiker  
Homme

AU 147/18, AFR 65/8994/2018, 27 août 2018